

3. Les pays devraient renoncer à prendre de nouvelles mesures d'aide publique susceptibles de provoquer artificiellement des distorsions des cours mondiaux et devraient s'efforcer de réduire celles qui sont en place.
4. Les pays ne devraient pas instaurer de nouveaux obstacles aux importations non prévus par la législation en vigueur.
5. Nous devons mettre en oeuvre collectivement ces principes de base.

En adoptant le communiqué, les ministres de l'OCDE se sont engagés à rechercher, dans le cadre de la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, "une réduction progressive, selon une approche multipays et multiproduits, de l'aide et de la protection accordées à l'agriculture". Les négociations seront poursuivies avec vigueur et à cet égard, des propositions détaillées doivent être formulées dans les prochains mois. Les ministres sont aussi convenus que leurs pays "ne prendraient pas de mesures qui causeraient une dégradation du climat des négociations", par exemple en coupant davantage encore les marchés intérieurs des marchés internationaux et en mettant en oeuvre des pratiques commerciales déstabilisatrices et susceptibles de provoquer des affrontements.

Madame le Ministre du Commerce extérieur, Pat Carney, s'est déclarée satisfaite du communiqué, précisant "il apparaît dans le communiqué que les grands pays industrialisés sont clairement déterminés à s'attaquer à la crise des échanges agricoles aussi rapidement et aussi efficacement que possible". Elle est convaincue que le communiqué de l'OCDE apportera une contribution majeure aux débats qui auront lieu la semaine prochaine à la réunion au niveau des ministres du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles.

M. Wilson, en tant que l'un des principaux orateurs, a insisté auprès de ses homologues américains, japonais et allemands pour qu'ils prennent rapidement des mesures en vue de faire appliquer les récents accords signés par le Groupe des 7 à Paris et à Washington. C'est une démarche essentielle pour rétablir la stabilité sur les marchés de capitaux. Il a adressé un appel aux États-Unis pour qu'ils poursuivent sans relâche leur politique de réduction du déficit budgétaire. Il a noté que, ainsi qu'il convenait, la réduction du déficit a essentiellement consisté en une baisse des dépenses publiques mais que cela ne suffisait peut-être pas et que "des mesures d'augmentation des recettes devaient peut-être être prises". Par ailleurs, c'est à l'Allemagne et au Japon qu'il doit revenir plus particulièrement de fournir l'élan nécessaire pour maintenir à son niveau l'activité économique mondiale. Monsieur Wilson a souligné que les déséquilibres des échanges et du rapport épargne-investissement, qui sont à la racine du mal, étaient peu à peu corrigés, même si ce n'est que lentement. Dans le même temps, les marchés monétaires et les marchés des changes ont été marqués par l'instabilité et on a assisté à une dangereuse montée des pratiques protectionnistes, sous